

Les femmes de l'Atsimo-Andrefana se trouvent au pied du mur. Avec la stratégie « genre et élections », elles devraient participer aux élections à venir.

Un mot d'ordre

« Ayez le courage de donner des responsabilités aux femmes dans le processus électoral à venir ! », a incité la coordonatrice régionale du PNUD pour la prévention des crises et le relèvement en Afrique, Awa Diouf.

C'était jeudi dernier, lors de l'atelier de validation de la stratégie « genre et élections », qui s'est tenu à l'hôtel Le Palétuvier, à Toliara. Dans le cadre du Projet d'appui au cycle électoral 2012-2014 à Madagascar (PACEM), avec la Plateforme des femmes en politique de l'océan Indien (PFOI), le PNUD, en partenariat avec la Commission électorale nationale indépendante pour la Transition (CENI-T), le Fonds des Nations unies pour la Population (UNFPA), et le système des Nations unies ont validé au cours de deux journées une stratégie commune. Celle-ci met en avant l'élaboration d'une loi favorisant l'intégration des femmes en politique, le renforcement de capacité, à savoir leurs droits (avoir une carte d'identité nationale, carte d'électeur, voter), la sensibilisation des partis politiques à présenter des femmes dans la liste électorale.

« L'objectif de cette stratégie est d'atteindre la parité homme/femme dans la prise de décision, en 2015. Cela n'est toutefois pas mécanique. On doit commencer par le recensement des femmes membres de partis politiques et les sensibiliser davantage, leur apprendre ce qu'elles doivent savoir si elles veulent se présenter aux élections », a expliqué Andréas Monique Esoavelomandroso, présidente de la PFOI.

La mise en œuvre de la stratégie n'est pas facile. L'inexistence de dispositions juridiques et la tension politique pourraient être des contraintes. La participation des femmes dans la prise de décision reste faible.

Gouvernance

Dans la même lancée, Awa Diouf a souligné que la promotion de l'égale participation des femmes et des hommes à la vie politique fait partie des axes prioritaires du mandat du PNUD en matière de gouvernance démocratique. Elle a mentionné l'importance de la validation de la stratégie

« genre et élections » dans le cadre de l'exercice par les femmes de leurs droits électoraux dans les différentes étapes du processus électoral et de leur représentation dans les postes de décision.

Elle a exhorté les participants à renforcer la dynamique du mouvement «30-50» qui vise 30% des postes à pourvoir pour les femmes en 2012, et 50% en 2015.

Par Francis Ramanantsoa

Source : AllAfrica